

ALTERNANCE, COOPTATION OU MARCHÉ DE DUPES ?

Depuis plus de deux ans, le pouvoir marocain a entamé un processus de restructuration globale du pays. Objectif : assurer la pérennité du régime et préparer la succession. Cette restructuration doit alors englober tous les domaines : économique, social, politique et constitutionnel.

Contrairement au passé, cette fois-ci la couleur est clairement annoncée. Le régime ne cherche plus à cacher sa nature absolue. Au contraire, il l'affiche au grand jour : la légitimité et la souveraineté ne sont pas du ressort du peuple. Elle sont de son domaine exclusif. Les pouvoirs législatif, exécutif, judiciaire et religieux ne seront pas séparés et resteront de son ressort en dernier recours.

Les médias officiels et officieux ne cessent de le matraquer. Parmi eux, Maroc-hebdo récidive de nouveau : « *la légitimité électorale ne peut aucunement être en compétition avec la légitimité de nos institutions les plus sacrées. Cette dernière est d'une extraction supérieure et transcende le jeu politique...* » peut-on lire dans le numéro du 24 janvier 1998.

Il s'agit donc de maintenir, légitimer et pérenniser le pouvoir absolu en posant des verrous sur l'essentiel, tout en procédant à un ravalement de façade et en lâchant du lest au niveau du formel et du superflu. C'est le sens et l'essence du processus qui vient de se dérouler et de la restructuration qui a touché tous les niveaux :

- **Verrouillage sur le plan économique** : maîtrise du secteur moderne productif. Le plan de privatisation qui dure depuis plus de 6 ans, les accords avec l'O.M.C. et l'U.E., les décisions stratégiques entérinées nouveau de chaque ministère, le gouvernement qui a continué à gouverner plus de 3 mois après les élections élaborant même la nouvelle loi de finance pour l'année à venir... bref, les verrouillages mis en place engagent l'Economie marocaine pour les dix années à venir, au moins... Pour le seul bénéfice de la base sociale du régime et de ses alliés étrangers.
- **Verrouillage sur le plan syndical et social**: signature du fameux pacte social entre le gouvernement et les syndicats (1996) pour juguler toute velléité revendicative des syndicats. Au préalable, le ministre de l'intérieur et principal ordonnateur de la répression dans le pays depuis plus de 20 ans, a été cordialement invité et ovationné au Congrès de la C.D.T. Les militants de ce syndicat réputé des plus combatifs ont particulièrement souffert des licenciements et emprisonnements sous l'égide du même ministre de l'intérieur...Entre-temps, le gouvernement a renié tous ses engagements. Les dossiers sociaux ont été gelés et toutes les revendications considérées comme acquises sont passées à la trappe...
- **Verrouillage sur le plan constitutionnel** : adoption de la constitution de 1996 (avec les scores plus que suspects qui dépassent les 99%). Cette constitution consacre le pouvoir absolu de façon historique (c'est la première fois que le mouvement de libération dans son ensemble abandonne définitivement l'Assemblée Constituante et la Souveraineté du peuple)...La constitution est désormais un outil et une arme juridique suprême entre les mains du pouvoir pour justifier et légitimer ses pratiques.
- **Sur le plan institutionnel**, le marathon des élections (décrites par tous les partis, de droite et de gauche, comme truquées et frauduleuses), a fini par mettre en place deux chambres aux prérogatives identiques. C'est le système bicaméral revu et corrigé pour devenir « bicéphale »...

L'administration s'est arrangé, sans trop le cacher, pour que les urnes désignent l'USFP comme premier parti en nombre de sièges. Cependant, la majorité n'a été octroyée à aucune famille politique. Comme prévu, chacune d'entre elles a obtenu le 1/3 des sièges, selon un clivage préfabriqué : gauche, droite et centre. Cette technique déjà éprouvée laisse le loisir au pouvoir central de commanditer la

majorité qu'il désire par le biais des alliances conjoncturelles. Quelles soient naturelles ou contre nature.

Par ailleurs, les partis politiques qui ont participé aux élections se sont donné le mot pour ne proclamer aucun programme électoral. Les électeurs doivent simplement leur donner un chèque en blanc. Les programmes viendront (ou ne viendront pas) une fois les parlementaires installés dans leurs sièges...

LE NOUVEAU PREMIER MINISTRE

Ce n'est qu'après avoir verrouillé solidement toutes les issues économiques, constitutionnelles, institutionnelles, sociales et politiques, que le régime aborda l'alternance téléguidée. Le premier secrétaire de l'USFP a joué un rôle primordial pour l'avènement de cette « alternance ». Aussi bien en amont de l'ensemble du processus que nous avons décrit, que dans sa mise en pratique et sa conclusion finale.

Dans le cadre de ce processus mené de concert avec le pouvoir, il a finalement été nommé premier ministre. Sans programme électoral, sans moyens véritables d'appliquer une autre politique (vu les verrouillages indiqués) et sachant que le gouvernement en tant que tel, n'est qu'un appendice du pouvoir absolu.

Quel sens peut avoir cette hérésie et ce comportement pour le moins bizarre d'un résistant et d'un socialiste ? S'agit-il d'une alternance ? Certainement pas. Car l'alternance sort des urnes par la volonté des électeurs. Elle ne peut être décidée par en haut, par avance, en l'absence d'une majorité et en dehors de toute logique électorale. Est-ce une cooptation suite à une démission devant le long et épineux chemin qui mène à la démocratie véritable ? C'est probablement le cas. Car c'est bien le pouvoir central qui a coopté le premier secrétaire de l'USFP pour le nommer premier ministre, selon sa propre conception de la légitimité extra-électorale. C'est le même pouvoir qui imposera ses vues sur la constitution du gouvernement. Il nommera individuellement chacun des ministres comme le veut la constitution.

S'agit-il d'un marché de dupes ? Dans ce cas, les illusions ne tarderont pas à s'évaporer. Le pouvoir absolu réapparaîtra sous son vrai jour, derrière les façades factices. La réalité têtue s'imposera de nouveau. Les dossiers sociaux et de développement qui intéressent le peuple marocain retourneront à la case départ. Il serait alors temps de renouveler le gouvernement tel un produit consommable, pour laisser la place à une autre « alternance », renouveler les élites aux services du pouvoir et satisfaire les frustrés et autres arrivistes.

Il y a plus de 35 ans, Mehdi Ben Barka disait: « *Le pragmatisme en politique n'est pas seulement la politique au jour le jour, ni la lutte pour la seule perspective du simple exercice du pouvoir (..) Il est évident que lorsqu'on se cantonne dans la pure tactique, sans aucune ouverture stratégique, ou bien on se fait voler sa propre politique, ou bien on apparaît sous un jour opportuniste...* » (Option révolutionnaire - 1^e mai 1965).